

Initiatives ministérielles

Canada est le seul pays industrialisé à appliquer encore ce genre de taxe de vente désuet.

Dans la situation actuelle, la TPS représente un choix rationnel et sensé. La TPS, c'est un choix sensé sur le plan économique parce qu'elle favorise la compétitivité des entreprises et la croissance de l'économie canadienne. Pour la première fois, les fabricants canadiens pourront, grâce à la TPS, exercer leurs activités selon des règles de jeu équitables. Sous le règne de la TPS, la taxe de vente invisible sera éliminée du processus de production des biens et services au Canada. Elle sera aussi supprimée sur nos exportations. De même, les importations seront taxées de la même manière que les marchandises fabriquées au Canada. De plus, selon les estimations, la mise en oeuvre de la TPS permettra d'accroître la production intérieure réelle de quelque 10 milliards de dollars par année. Toutes les régions et les secteurs d'activités profiteront des gains économiques découlant de la réforme de la taxe fédérale de vente.

La TPS est une formule plus équitable. Le crédit de taxe sur les produits et les services est un moyen simple et équitable de protéger les Canadiens à revenu faible et modeste. Grâce à ce crédit, les familles gagnant moins de 30 000 \$ par année paieront moins de taxes avec le nouveau régime de la TPS. Les petites entreprises bénéficieront de mesures spéciales. Les entreprises n'auront pas de difficulté à observer la TPS en raison de la large assiette et de son taux unique. D'une manière générale, les entreprises pourront profiter d'une série de mesures spécialement conçues pour faciliter l'application de la taxe.

En résumé, monsieur le Président, notre gouvernement s'est attaqué au problème d'une économie laissée pour compte en 1984. Il a expliqué, il a multiplié les efforts et réalisé des progrès très importants.

Ce n'est donc pas par hasard, monsieur le Président, si la croissance économique du Canada le situe aujourd'hui au deuxième rang de tous les pays industrialisés alors qu'en 1984 il occupait le huitième rang. On se souvient qu'en 1984, c'était le régime libéral. Aujourd'hui nous continuons en nous attaquant à un système de taxation dépassé et nuisible. Aujourd'hui, nous proposons un système qui représente un choix sensé. C'est pourquoi j'insiste et j'invite la population et surtout les milieux d'affaires à faire un choix sensé et à collaborer avec nous à l'implantation de la TPS. De cette manière, nous pourrions continuer ensemble à bâtir une économie forte et

concurrentielle que nous sommes en train de construire, et ce, grâce à un gouvernement progressiste conservateur courageux. Et je suis fier d'en faire partie. C'est grâce aussi au leadership de notre premier ministre.

[Traduction]

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je prends la parole ce soir sur la taxe sur les produits et services, 24 heures à peine après avoir tenté de le faire dans ma circonscription.

Mes électeurs m'ont demandé de transmettre un message au Parlement et au gouvernement. Je l'ai déjà fait en partie lors de conversations privées et je remplirai fidèlement mon devoir en vous communiquant ce message au cours de mes observations, à tout le moins à ce moment-ci de la soirée.

Comme vous le savez, il s'est tenu dans l'Ouest plusieurs assemblées où on a dénoncé la TPS. Je songe surtout à celle d'hier soir, à Brandon.

Il ressort clairement de ces assemblées des indications de deux ordres. La première encouragera sûrement le ministre des Finances, car par elle la population fait savoir au gouvernement qu'elle est en faveur d'une réduction draconienne des dépenses de l'État.

J'ai fait remarquer à maintes reprises que le gouvernement actuel s'était efforcé de mettre de l'ordre dans les affaires de l'État. J'en veux pour preuve le fait que, depuis 1984, il a maintenu à 3,6 p. 100 en moyenne l'augmentation des dépenses consacrées aux programmes, tandis que sous le gouvernement précédent ces dépenses avaient augmenté de quelque 13,6 p. 100 par année entre 1980 et 1984. Bien que ces chiffres montrent que des progrès énormes ont été accomplis, il est clair que mes électeurs, comme un bon nombre d'autres électeurs du pays, demandent au gouvernement de réduire encore plus ses dépenses.

Dans le prochain budget, nous essaierons encore de diminuer de beaucoup le déficit, que nous avons d'ailleurs ramené de 38 milliards de dollars en 1984-1985 à 30 milliards de dollars au cours de l'exercice actuel.

J'espère seulement que les Canadiens, y compris mes électeurs, comprendront qu'il est impossible de comprimer les dépenses de l'État sans que cela ait de répercussions sur l'ensemble de la population et sans provoquer une réduction des services assurés par le gouvernement. C'est le prix que nous devons payer si nous voulons